

Les fédérations syndicales internationales appellent à un cessez-le-feu permanent et durable au Moyen-Orient

Les fédérations syndicales internationales signataires appellent à un cessez-le-feu permanent et durable dans tout le Moyen-Orient et à la fin immédiate du cycle incessant de la guerre et du militarisme qui continue de faire payer un lourd tribut aux populations civiles, aux travailleur·euse·s et aux communautés dans leur ensemble.

Nous déplorons que les récentes négociations à Islamabad pendant le cessez-le-feu de deux semaines entre les États-Unis d'Amérique, Israël et l'Iran se soient terminées sans accord de paix viable. Ce cessez-le-feu doit être rendu permanent, doit conduire à une désescalade complète et doit inclure explicitement le Liban, où les attaques militaires israéliennes en cours contre le Hezbollah soutenu par l'Iran ont déjà produit une crise humanitaire catastrophique attendant également à la vie et aux moyens de subsistance des citoyen·ne·s libanais·es ordinaires. Le Liban continue de payer un lourd tribut humain et social au conflit. Les populations civiles sont confrontées à des attaques continues, à des déplacements et à la destruction d'infrastructures critiques, notamment des écoles et des hôpitaux. Le Liban ne doit pas être traité comme un théâtre secondaire de guerre ; toute feuille de route sérieuse vers la paix doit inclure la fin des attaques qui ont un impact dévastateur sur le pays et ses citoyen·ne·s.

La fermeture du détroit d'Ormuz a engendré de graves chocs humanitaires et économiques dans toute la région, perturbant les exportations et les chaînes d'approvisionnement en pétrole, en gaz et en engrais, et menaçant davantage une sécurité alimentaire déjà tendue, alors que le conflit se propage dans les pays voisins et plonge des économies déjà fragiles dans une nouvelle crise budgétaire avec de graves conséquences sur les moyens de subsistance et l'accès aux besoins fondamentaux de la population. Cela met en péril des milliers d'emplois, exposant les travailleur·euse·s à une perte soudaine de revenus qui les laissent sans protection.

Malheureusement, l'une des caractéristiques déterminantes de cette guerre est le ciblage des installations énergétiques, pétrolières, gazières et pétrochimiques dans une région qui dépend fortement de ces industries pour son économie. Des travailleur·euse·s de ces secteurs ont perdu la vie ou ont été blessé·e·s dans l'exercice de leurs fonctions sur leur lieu de travail, tandis que les produits eux-mêmes sont utilisés comme levier par les deux parties au conflit.

Alors que l'attention mondiale se concentre sur la hausse des prix du pétrole, des marins civils ont été tués et blessés, et les navires restent sous la menace d'être pris pour cible. Plus de 20 000 marins sont toujours pris au piège dans le détroit d'Ormuz, vivant dans la peur et l'incertitude constantes – des travailleur·euse·s civil·e·s innocent·e·s qui sont effectivement en première ligne, leur vie en jeu chaque jour.

Parmi les plus de 30 millions de travailleur·euse·s migrant·e·s dans la région, beaucoup figurent parmi les plus durement touchés, alors qu'ils soutiennent des secteurs clés tout en étant soumis·es à des risques accrus pour leur sécurité, à la perte d'emploi, aux salaires impayés et aux obstacles en

vue d'une évacuation. Leur sécurité, leurs droits et leur accès aux salaires doivent être garantis sans délai.

Les travailleur·euse·s, les populations civils et les institutions publiques ne doivent jamais être la cible d'opérations militaires. Le meurtre et les blessures de travailleur·euse·s de tous les secteurs, notamment dans l'éducation, la santé, le journalisme et les médias, les transports et les autres services essentiels, ainsi que la destruction des espaces protégés tels que les écoles et les hôpitaux, constituent de graves violations du droit international et une atteinte à la dignité humaine. De tels actes sont intolérables et doivent être condamnés sans équivoque.

Le mouvement syndical mondial rejette la logique de la guerre et de la militarisation. La force militaire n'apporte pas la sécurité - elle enracine la violence, alimente l'instabilité, aggrave l'injustice et sape les fondements de la paix, de la démocratie, des droits humains et de la coopération multilatérale. La diplomatie, pas les bombes ; le dialogue, et non la destruction, restent la seule voie légitime vers une paix durable.

En tant que syndicats représentant plus de 200 millions de travailleur·euse·s dans tous les secteurs et sur tous les continents, nous appelons la communauté internationale à :

- Rejeter la guerre, respecter le droit international et condamner le recours à la force militaire par toutes les parties ;
- Transformer le cessez-le-feu actuel en une fin permanente et durable des hostilités, y compris une désescalade complète ;
- Protéger les populations civiles et préserver les services et infrastructures essentiels, en garantissant l'accès aux soins de santé, à l'éducation, aux transports, aux lieux de travail, à l'eau et à la nourriture, dans le plein respect du droit international ;
- Assurer la protection des travailleur·euse·s migrant·e·s, des marins, des réfugié·e·s et de tou·te·s les travailleur·euse·s en situation précaire, y compris une évacuation en toute sécurité si nécessaire, ainsi que l'accès aux salaires, aux soins de santé, aux abris et aux communications ;
- Défendre les droits humains et syndicaux, garantir l'obligation de rendre des comptes pour les violations du droit international humanitaire et des droits humains, et protéger la liberté syndicale, l'activité syndicale et l'espace civique démocratique en période de conflit et de crise.

Nous réaffirmons notre engagement inébranlable en faveur d'un monde dans lequel les conflits sont résolus par la diplomatie plutôt que par la violence, où le multilatéralisme est renforcé et où tous les individus ont le droit de vivre et de travailler dans la sécurité, la dignité, la démocratie et la paix. La guerre est un choix politique. Mais la paix est la seule réponse.



Signataires :

David Edwards, Secrétaire général, [Internationale de l'Éducation](#)

Atle Høie, Secrétaire général, [IndustriALL](#)

Luc Triangle, Secrétaire général, [Confédération Syndicale Internationale](#)

Christy Hoffman, Secrétaire générale, [UNI Global Union](#)

Steve Cotton, Secrétaire général, [Fédération internationale des ouvriers du transport](#)

Ambet Yuson, Secrétaire général, [Internationale des Travailleurs du Bâtiment et du Bois](#)

Adriana Paz Ramírez, Secrétaire générale, [Fédération internationale des travailleurs domestiques](#)

Daniel Bertossa, Secrétaire général, [Internationale des services publics](#)

Kristjan Bragason, Secrétaire général, [Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes](#)

Veronica Nilsson, Secrétaire générale, [Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE](#)

Anthony Bellanger, Secrétaire général, [Fédération internationale des journalistes](#)